

Enseignement supérieur et recherche : la pénurie s'aggrave

TRIBUNE

Dans vingt ans, les étudiants d'aujourd'hui porteront la société française. Ils feront marcher une économie qui reposera en partie sur les applications des recherches actuelles. Ils feront vivre la culture et transmettront leurs savoirs aux générations suivantes. Ils auront, plus que jamais, besoin d'innover pour faire face aux multiples défis auxquels notre pays sera confronté, parmi lesquels des défis sanitaires, climatiques ou démographiques. Pour cela, la qualité de la formation universitaire qu'ils reçoivent, et le soutien apporté à la recherche académique sont cruciaux. Dans vingt ans, la plupart des décideurs politiques actuels auront passé la main depuis longtemps. C'est pourtant à eux qu'il revient de prendre les décisions qui engagent le futur du pays à cet horizon de vingt ans.

[Le site Ruines d'université \(1\) permet de se rendre compte, en images, de l'état désastreux de certaines infrastructures.](#)

Ces photos n'illustrent, cependant, que la partie la plus visible du délabrement de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Elles ne montrent ni les amphithéâtres surchargés, ni le taux d'encadrement insuffisant des étudiants, ni les fermetures de certains cursus. Elles occultent aussi la précarité vécue par les personnels : des secrétaires enchaînant les contrats courts, de jeunes chercheurs rémunérés pour quelques heures de cours et réalisant leur recherche gratuitement, etc. Elles ne montrent pas non plus le désespoir des jeunes qui, ayant décidé de s'engager dans des carrières scientifiques ou académiques, se retrouvent sans emploi du fait de la baisse importante des recrutements à l'université et dans les organismes de recherche, tandis que la trop faible reconnaissance de leurs diplômes dans la société ne leur permet pas de trouver un emploi en dehors du monde académique. Enfin, elles ne montrent pas la pénurie financière des laboratoires, les programmes de recherche abandonnés ou la fuite des cerveaux.

Alors que 136 millions d'euros avaient été retirés au budget de l'ESR en première lecture du projet de loi de finances 2015, l'annonce le 12 décembre, par le chef de l'Etat lui-même, du rétablissement de 70 millions d'euros ne signe en rien le retour d'une politique ambitieuse dans ce secteur primordial pour l'avenir de notre pays. La première raison est que le Président déshabille Pierre La Recherche pour habiller Paul L'Université, puisque les sommes redonnées à l'université sont en partie prises sur des programmes destinés à financer la recherche : l'agence nationale pour la recherche (ANR), source principale de financement des laboratoires, voit son budget réduit de 20 millions d'euros supplémentaires. Ce sont, au total, près de 90 millions d'euros de crédits recherche qui ont été supprimés du projet de loi de finances initial. Pierre La Recherche, qui ne portait déjà plus que des guenilles, se retrouve ainsi toujours plus à nu. Quant à Paul L'Université, il n'aura pas plus chaud pour autant. Mais la principale raison de douter de la volonté présidentielle de faire de l'ESR une priorité nationale est le montant dérisoire des sommes rétablies (70 millions d'euros) au regard des plus de 500 millions de coupes que subit l'ESR entre le correctif budgétaire 2014 et le projet de contrat de plan Etat-région 2015-2020. Pour le collectif Sciences en marche, c'est un investissement supplémentaire de 20 milliards d'euros sur dix ans qui est nécessaire pour que le soutien à l'ESR en France soit comparable à celui de l'Allemagne. Ces sommes pourraient être obtenues sans accroître le déficit public, ni affecter les autres secteurs du budget de l'Etat. Il suffirait de mieux encadrer le crédit impôt recherche, ce que préconisent plusieurs responsables politiques, y compris Isabelle This Saint Jean, secrétaire nationale du Parti socialiste à l'ESR, et Valérie Rabault, rapporteure générale (PS) de la commission des finances à l'Assemblée. C'était aussi une promesse de François Hollande pendant la campagne présidentielle.

Ainsi, si l'on peut prendre acte que le Président a enfin pris la parole sur un sujet qui engage l'avenir à long terme du pays, son annonce d'un «*budget sanctuarisé*» pour l'ESR est à la fois contredite par les faits et en décalage absolu par rapport aux besoins. La date choisie pour cette annonce, qui a opportunément coïncidé avec un jour de mobilisation nationale dans l'ESR, suggère que Hollande cherche avant tout à désamorcer le mouvement social étudiant qui gronde. Les Français devront encore patienter pour que leurs dirigeants comprennent la dimension stratégique vitale pour le pays d'un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche.

(1) <http://universiteenruines.tumblr.com/>

Par Le Collectif Sciences en Marche